

PRIMAIRES CITOYENNES

J-15 avant le premier tour !



L'AGENDA

Pour trouver votre bureau de vote : bureauxdevote.lesprimairescitoyennes.fr

9 octobre

► Premier tour

16 octobre

► Deuxième tour

22 octobre

► Convention d'investiture



L'info en continu

Harlem Désir,
Jean Christophe Cambadélis, 19/09/11

SPD

« Le PS salue la victoire du SPD à Berlin. Les conditions sont réunies pour la transformation de l'essai lors des prochaines élections fédérales en septembre 2013. D'ici là, le PS et le SPD continueront leur travail pour relancer l'Europe. »

Jean-Pierre Bel

Sénatoriales

« Nous avons remporté toutes les régions sauf une, 60% des départements, de très grandes victoires aux municipales. On devrait affirmer : le Sénat va passer à gauche. Pourtant, l'alternance risque une fois de plus ne pas se produire, parce que nous sommes dans un combat inégal. On n'a jamais été aussi proches de la victoire. Si le Sénat ne passe pas à gauche, il y aura un problème de légitimité. »

21/09/11

Hommage

Les funérailles de Georges Fillioud, ancien ministre de la Communication de François Mitterrand ont eu lieu mercredi 21 septembre. Le Parti socialiste était notamment représenté par Patrick Bloche, député, maire du XI^e arrondissement de Paris, Henri Weber, député européen et Louis Mermaz, Sénateur et ancien ministre. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, a prononcé un hommage à l'ancien ministre décédé le 15 septembre.

Fête de l'Humanité

Le week-end dernier, le Premier secrétaire par intérim, Harlem Désir s'est rendu à la Courneuve où se tenait la Fête de l'Humanité. Il a assisté au discours d'accueil de Pierre Laurent, secrétaire général du PCF, puis a rencontré Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle.



BUREAU NATIONAL

Le projet antisocial de l'UMP pour 2012

Le projet de la droite pour 2012 se profile de plus en plus clairement : s'attaquer toujours plus aux Français les plus en difficulté, continuer de creuser les inégalités et imposer l'austérité à la majorité tout en épargnant largement les plus aisés. Les propositions de l'UMP contre les droits des salariés qui ont perdu leur emploi se multiplient en effet depuis plusieurs mois.

Toutes ces propositions ne sont pas fortuites : elles reflètent l'orientation prise par l'UMP en vue de 2012. D'un côté, les dizaines de milliards de baisses d'impôts consenties aux plus riches sont défendues bec et ongles. De l'autre, les chômeurs et les Français précaires sont accusés d'être les responsables des déficits de la France.

« Ces propositions sont scandaleuses, surtout venant de ce gouvernement. L'UMP oublie que les chômeurs ne sont pas responsables du chômage mais en sont les victimes. En stigmatisant ainsi les demandeurs d'emploi, la droite tente vainement de masquer son bilan catastrophique, notamment pour les chômeurs de longue durée », a commenté le Bureau national du PS. Le nombre de chômeurs cherchant un emploi depuis plus de trois ans a augmenté de plus de 19% en un an pour atteindre le chiffre de 384 000.

« C'est parce que ce gouvernement n'a eu aucune politique en faveur de l'emploi que tant de travailleurs sont aujourd'hui au chômage. Plutôt que de s'attaquer aux victimes du chômage, le gouvernement ferait mieux de s'attaquer au chômage. Il ferait mieux d'agir contre les fermetures d'usines, contre les délocalisations et pour la création d'emplois », a conclu le BN. L'emploi est au cœur du projet du Parti socialiste et constituera notre priorité en 2012. Il est temps de changer enfin de politique économique et sociale, il est temps de recréer des emplois.

Réduction du PEAD

Le PEAD, Programme européen d'aide aux plus démunis, mis en place depuis 1987 à l'initiative de Coluche et de Jacques Delors est en danger, alors que les denrées alimentaires qu'il génère sont indispensables aux associations caritatives. La France, troisième pays bénéficiaire, concentre près d'un tiers, soit 4 des 13 millions d'Européens concernés par ce programme. Le budget global du PEAD qui s'élevait à 480 millions d'euros ces dernières années risque d'être drastiquement réduit pour 2012 à 113 millions d'euros. Les fonds alloués à la France qui devaient

atteindre 72 millions d'euros en 2012, ne compteraient finalement que pour 15 millions, soit 75% de baisse. Les conséquences pour les plus démunis seraient désastreuses : 25 à 30% des moyens annuels des associations caritatives provenant de ces aides. C'est une véritable catastrophe alimentaire qui se profile. « Le démantèlement de ce programme d'aide aux plus démunis sonne comme une grave remise en cause du caractère fondamental du droit à l'alimentation et de l'idéal de solidarité européenne », a affirmé le Bureau National.

Réunis à Bruxelles pour trouver une solution à ce que les ONG qualifient de « tsunami alimentaire », les ministres européens de l'Agriculture, ont ajourné leur décision au mois d'octobre.

Le Parti socialiste lance un appel solennel aux gouvernements européens. L'Europe ne peut se détourner des Européens qui vivent dans la précarité. La remise en cause du PEAD signifierait la victoire de l'égoïsme sur la solidarité, du repli national sur l'ambition européenne. Le Parti socialiste demande au gouvernement de faire son devoir : il est de la responsabilité du gouvernement français de trouver un accord avec ses partenaires et la Commission européenne pour sauver ce programme initié par la France et éviter un sacrifice des plus démunis.

VIE DU PARTI

Solférino, un patrimoine



Douze millions de visiteurs ont participé cette année aux 28^e Journées du patrimoine. Pour l'occasion, Solférino, la maison des socialistes, avait également ouvert ses portes, le samedi. Catherine, 55 ans, originaire de Paris et militante, était déjà venue lors de l'opération portes

ouvertes célébrant les 30 ans du 10 mai 1981. Elle est revenue ce samedi, « pour faire à nouveau le tour. Comme il est encore tôt, il n'y a pas encore trop de monde, je vois davantage de choses que le 10 mai dernier ». Comme par exemple le bureau du premier secrétariat ouvert pour l'occasion. « C'est beau, c'est zen et épuré », commente Dominique qui cherche à lire le nom de l'artiste qui a peint le tableau accroché sur le mur de droite, « notre prochaine maison sera encore plus belle ! » s'amuse-t-il, clin d'œil à l'Élysée et aux élections présidentielles pour lesquelles

Dominique espère « la victoire de la gauche et du PS ». Dans la salle Marie-Thérèse Eyquem, un bureau de vote des Primaires a été installé. Répétition générale avant les deux grands jours de scrutin. L'attraction a remporté un franc succès. Chacun se prêtant volontiers à la simulation, jusqu'au Premier secrétaire par intérim, Harlem Désir. Un stand Coopool et site internet était également installé. Tous les visiteurs présents ont ainsi pu retrouver leur bureau de vote Primaires grâce au site dédié, ouvert la semaine dernière : bureauxdevote.lesprimairescitoyennes.fr

Clarté, volonté, autorité : Martine Aubry candidate pour faire gagner la gauche



immédiatement le pied à l'étrier à 100 000 jeunes au chômage. Cela permettra d'entamer la **mutation écologique de l'économie** avec un emploi d'avenir sur deux dans l'économie verte, par exemple pour réaliser des bilans thermiques des bâtiments puis les travaux d'isolation pour des logements plus durables et une facture chauffage moins lourde. Pour Martine Aubry, la priorité c'est de **relancer la croissance et l'investissement**, c'est-à-dire de résorber ensemble les trois déficits qui plombent la France : déficit de compétitivité, déficit d'emplois, déficit de finances publiques. Cela passe par une vraie régulation de la finance, une politique industrielle et de recherche ambitieuse, le développement de la formation des salariés. Parce que c'est une condition de notre souveraineté, Martine Aubry permettra **le retour à 3% du déficit en 2013** grâce à un pilotage fin de l'économie. En revanche, il serait périlleux de fixer pour 2017 des objectifs irréalistes qui nous priveraient de nos marges de manœuvre. Le sérieux de gauche, oui ; le

concoure à l'austérité, non. **Martine Aubry, c'est aussi un projet pour une Europe réorientée** : avec nos partenaires sociaux-démocrates allemands, nous devons préparer l'Europe de demain, une Europe de l'emploi, du juste échange et de la solidarité. **Ce chemin, c'est aussi la clarté dans les propositions.** **Pour l'éducation**, la crise de l'école appelle des réformes en profondeur : refonte des rythmes scolaires, personnalisation des parcours, refondation de la formation des enseignants, revalorisation de leur métier. Proposer des postes en plus ne suffit pas. **Sur le nucléaire**, il faut dès maintenant fixer un horizon de sortie, accroître la part des énergies renouvelables dans notre consommation d'énergie et renforcer notre sobriété car c'est le seul moyen de bâtir une nouvelle donne énergétique face aux pesanteurs. Si l'on considère que c'est dangereux, on ne reste pas au milieu ! **Pour la rénovation de la démocratie**, Martine Aubry est claire. Elle appliquera le non-cumul des mandats dès 2012.

Le débat du 15 septembre a montré un beau visage du Parti socialiste et de la gauche. C'est un succès pour Martine Aubry, qui a voulu la rénovation et les Primaires citoyennes. **Elle a rendu notre démocratie plus vivante et plus proche des Français.** Ce débat a permis aux citoyens de juger les personnalités candidates, leurs idées, leurs priorités, leurs caractères. **Martine Aubry a affirmé son chemin pour faire gagner la gauche et redresser la France. Ce chemin, c'est la volonté de changement et non l'accompagnement du système. Pour l'emploi des jeunes**, Martine Aubry créera **300 000 emplois d'avenir** dont 100 000 dès la première année, financés par la suppression des niches fiscales, **pour mettre**

UNE SEMAINE AVEC MARTINE AUBRY

Lundi 19 septembre, réunion publique à Nice. **Mardi 20**, à Nantes sur le thème de la justice. **Mercredi 21**, Paris. **Jeudi 22**, à Grenoble sur le thème de la santé. **Vendredi 23**, déplacement au Mans. **Dimanche 25**, Dimanche+ sur Canal+ à 12H45.

ILS ONT DIT :

« *Puisqu'il faudra voter au deuxième tour en 2012, autant choisir.* »

Richard Moyon, responsable national de Réseau éducation sans frontière (RESF) :
« *Martine Aubry est celle qui tient le discours le plus ferme sur le plan social et le moins timoré sur la question de la sécurité et de l'immigration.* »

Daniel Cohn-Bendit :
Sur le nucléaire, Martine Aubry « a raison », car « on ne développe les énergies renouvelables que si on sort du nucléaire ».

Cécile Duflot : Martine Aubry est « plus claire » sur le nucléaire.

« Le rassemblement de la gauche, c'est la condition de la victoire. »

Accueillie à la Fête de l'Humanité, Martine Aubry a lancé un appel au « rassemblement de toute la gauche pour la victoire » en 2012.
« *Quand on est un responsable de gauche, on doit être à la Fête de l'Huma, là où est la gauche.* »

François Mitterrand l'a souvent rappelé : « *Je crois pour demain comme hier à la victoire de la gauche, à condition qu'elle reste elle-même. Qu'elle n'oublie pas que sa famille, c'est toute la gauche. Hors du rassemblement des forces populaires, il n'y a pas de salut.* »
Martine Aubry est la seule candidate capable

de parler à toutes les forces de la gauche qui devront se rassembler pour gagner en 2012 : parce qu'elle propose un vrai changement à gauche et refuse l'austérité ; parce qu'elle veut la sortie du nucléaire et la transformation social-écologique ; parce qu'elle plaide pour un nouvel interventionnisme de la puissance publique face à la finance et aux banques ; parce que ses priorités sont celles des classes moyennes et des catégories populaires – emploi, pouvoir d'achat, éducation, sécurité. Au début de l'année, Martine Aubry adressait un message clair sur le chemin à parcourir

pour unir la gauche : « *À chacun de nous, les socialistes, à chaque dirigeant et militant des autres forces progressistes, à chaque homme et à chaque femme qui aspire à l'alternative politique, je le rappelle et même je le martèle : le rassemblement de la gauche et des écologistes, ce n'est pas une formule rituelle pour les discours ou une formule magique pour les scrutins, c'est le talisman de l'alternance.* »
Martine Aubry est la candidate du rassemblement de la gauche et des écologistes en attendant de rassembler tous les Français à l'élection présidentielle.

Pour une laïcité ferme et apaisée

Choisissons de mettre en valeur ce qui fait notre force et défendons notre idéal commun : notre volonté de vivre tous ensemble.



La laïcité n'est pas l'exclusion, elle est la reconnaissance de chacun. Elle est un trésor précieux issu de notre Histoire qui permet le respect de toutes les croyances, comme celle

de ne pas croire, et la liberté de pratiquer comme celle d'être athée. Il y a deux chemins pour défendre la laïcité : le chemin emprunté par la majorité, qui divise, oppose les Français, désigne du doigt à la vindicte populaire le bouc émissaire du moment. L'autre chemin, celui que la gauche se doit toujours de défendre, est celui d'une laïcité qui rassemble. Celle qui considère tous les croyants de toutes les confessions et tous les non-croyants égaux devant elle. Celle qui ne hiérarchise pas les uns ou les autres. En d'autres termes, **une laïcité ouverte et lumineuse.**

Je souhaite rappeler ici avec force qu'aucune religion ne pose problème en soi dans notre pays. Ce sont, en revanche, les pratiques intégristes, celles-là même qui trahissent la philosophie des religions dont elles se réclament, qu'il faut combattre avec vigueur. C'est pourquoi j'ai été l'un des rares députés socialistes, et **le seul candidat aux**

Primaires à voter la loi visant à libérer les femmes du voile intégral qui n'est pas un simple vêtement, mais bien un symbole d'assujettissement de la femme. C'est pourquoi j'ai encore récemment réaffirmé, à la Cour d'appel de Versailles, mon total soutien à la directrice de la crèche *Baby loup* de Chanteloup-les-Vignes. La laïcité fait partie du « vivre-ensemble » qui s'apprend dès le plus jeune âge. C'est aussi pourquoi j'ai soutenu mes collègues à l'Assemblée nationale dans leur combat contre les pratiques intégristes de certaines écoles privées catholiques. Car **s'ils sont de natures différentes, tous les intégrismes doivent être combattus avec la même force !** Farouchement opposé à l'instrumentalisation de ces questions à des fins politiciennes, j'ai toujours défendu **une laïcité intransigeante, ferme dans ses principes, et qui soit en même temps une laïcité apaisée.**

L'éducation doit redevenir la première priorité nationale

Nous devons impérativement renouer avec l'idéal de la méritocratie républicaine et renforcer le vecteur privilégié de l'émancipation individuelle.



Nous savons tous que l'Éducation nationale ne tient pas la promesse de l'égalité des chances pour nos enfants. **La réussite scolaire est, au contraire, de plus en plus tributaire du milieu familial. Chaque année, 120 000 jeunes sortent du système éducatif sans aucune qualification.** Inverser ces tendances n'est pas un

simple engagement parmi d'autres, c'est une exigence fondamentale au-dessus des autres. Les marges dégagées par la suppression du dispositif fiscal sur les heures supplémentaires devront donc être réinvesties dans l'éducation de nos enfants.

En premier lieu, **je propose d'augmenter de 20 % les moyens des établissements où la mixité sociale est la plus faible.** Les professeurs les plus expérimentés seront incités à y rester et des professeurs nouveaux y seront recrutés pour réduire le nombre d'élèves par classe. De plus, **ces établissements devront être intégrés dans un partenariat local composé de tous les acteurs publics,** pour encadrer les élèves en perte de vue dans des dispositifs de cellule de veille éducative. En second lieu, une batterie de mesures devra être appliquée sur tout le territoire.

Alléger le rythme scolaire en étalant les cours sur 188 jours ; construire un véritable service public de l'orientation où chaque élève s'appuiera sur la réalisation de projets personnels ; renforcer les échanges de professeurs entre le primaire et le secondaire ; développer l'autonomie des établissements... toutes ces mesures peuvent se faire à fonds constants. Enfin, il est primordial de **remettre les enseignants au cœur du système éducatif.** Ils exercent le plus beau métier du monde, mais certainement l'un des plus difficiles aussi. Un effort financier devra donc être consenti pour **revaloriser le métier des enseignants.** Leur formation initiale sera repensée et leurs missions seront rediscutées sur la durée. **En compensation de l'obligation d'une formation continue et d'une présence accrue en dehors des heures de cours, leurs salaires pourront alors être augmentés.**

La croissance verte pour sortir de la crise

La réforme bancaire, le soutien aux PME et un plan de reconquête industrielle par la croissance verte sont prioritaires pour réduire la dette, créer des emplois et relancer l'économie.



Ségolène Royal propose une stratégie économique précise pour sortir de la crise, elle tient en trois points :

1) D'abord la réforme bancaire, il s'agit de remettre les banques au service de l'économie réelle, les banques doivent obéir au lieu de commander.

Le cœur de métier des banques est de financer l'économie réelle, et non de spéculer sur la dette des États. L'absence de contreparties exigées des banques lorsqu'elles ont été renflouées par l'État en 2008 est une des causes de l'aggravation de la crise. Aussi, une profonde réforme du système bancaire est-elle incontournable. Les banques doivent être dans l'obligation de protéger l'épargne des gens et des entreprises, en séparant leurs activités de financement de l'économie, des activités spéculatives. Une telle réforme devra aussi mettre fin au racket des tarifs bancaires prohibitifs.

2) Réduire la dette, c'est aussi relancer l'activité économique en soutenant les PME car ces entreprises sont à l'origine de 80 % des créations d'emplois. **Ségolène Royal fera de la France un pays d'entrepreneurs.**

Actuellement, les PME souffrent cruellement d'engagement des banques à leur égard. Elles subissent l'instabilité des réglementations, et une fiscalité inéquitable (une taxation proportionnellement plus forte pour les PME que pour les entreprises du CAC 40). De même,

80 % des aides à l'innovation leur échappent. Pour remédier à cette situation, il sera créé une banque publique à dimension régionale dont la mission sera d'aider directement les PME pour qu'elles puissent innover et créer des emplois.

Dès le lendemain des élections de 2012, Ségolène Royal convoquera un Grenelle des PME pour fixer des règles sociales et fiscales stables pour la durée du quinquennat.

3) Faire de la France la première puissance écologique européenne, génératrice de nombreux emplois et véritable levier de la croissance.

Le plan de reconquête industrielle et de création d'emplois proposé par Ségolène Royal répond à un impératif : **inverser la tendance à la désindustrialisation.**

Délocalisations, licenciements boursiers, disparition d'activités, ont provoqué, en France, en 30 ans, la perte de près de 2,3 millions d'emplois industriels. Depuis 2002, plus de 500 000 emplois industriels ont été détruits.

Plus que jamais, il est nécessaire de faire un choix stratégique : **la conversion écologique de l'économie.** Tous les domaines de production sont concernés : énergies renouvelables, éco-matériaux de substitution aux plastiques, chimie verte, transports, logement, etc.

Le plan de reconquête industrielle vise à **la création de 500 000 emplois nouveaux en cinq ans.**

Il comporte trois axes :

• **La nouvelle frontière de la croissance verte** : ce choix stratégique guidera toute l'action de l'État (objectifs précis fixés

par secteur industriel, nouvelles normes de production et de consommation, concentration des aides publiques, mobilisation de la banque publique d'investissement et de la réforme fiscale pour orienter les profits vers les investissements),

• **La triple alliance de l'innovation.** Trois acteurs travailleront en commun : les centres de recherche, publics et privés ; les PME, parce qu'elles ont la capacité d'innover la plus forte ; les grands groupes, parce qu'ils disposent de la taille et des moyens nécessaires pour valoriser les avancées des PME,

• **La valeur travail. La sécurisation des parcours professionnels** : l'innovation ne peut suffire à développer des secteurs industriels, pour passer de l'idée nouvelle à la production, il faut pouvoir s'appuyer sur une main-d'œuvre bien formée et motivée. La reconquête industrielle suppose que les à-coups conjoncturels ne donnent pas lieu à des ruptures de contrat de travail : la sécurisation des parcours professionnels permettra le maintien dans les entreprises de salariés expérimentés, en ayant recours à des actions de formation ou au chômage partiel. Ces objectifs et ces stratégies nouvelles seront portés par un grand ministère de la Croissance verte et de l'Emploi.

La France a, au cours de sa longue histoire, relevé bien des défis. Elle a relevé le défi de la reconstruction, elle a ensuite relevé le défi de la modernisation. Avec Ségolène Royal, elle relèvera le défi de la réindustrialisation et de la mutation écologique de notre économie.

TÉMOIGNAGE DE FRANCK LE BORGNE, CHEF D'ENTREPRISE DANS LE DOMAINE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (Ploemeur, Morbihan)

Dix mois après la décision du gouvernement de stopper brutalement le soutien de l'État au développement de l'énergie photovoltaïque, alors que c'était une des priorités du Grenelle de l'environnement, voilà le paysage laissé par le rêve déchu des énergies renouvelables en France : 15 000 licenciements, des centaines de dépôts de bilan.

Une grève de la faim plus tard, que j'ai initiée pour réveiller notre gouvernement, rien n'a changé. J'ai été reçu par le cabinet de Mme Kosciusko-Morizet : trois mois après, rien n'a bougé, les entreprises continuent de couler.

Dans sa région, Ségolène Royal a été la première à soutenir le secteur, par des actions fortes, et aujourd'hui pérennes, par des actions pleines de lucidité et de réalisme. Ces actions seraient efficaces au niveau national.

Quant à nous, nous avons décidé de nous prendre en main collectivement, en redonnant aux énergies renouvelables leur vocation première, être consommées sur le lieu de production afin de réaliser des économies immédiates. Le solaire bien fait et autoconsommé, l'excédent revendu au tarif de base, revient dès aujourd'hui moins cher que l'énergie à la prise de courant.

Gérard Courtois : « Sur l'école, François Hollande a totalement raison. »

Directeur de la rédaction du journal *Le Monde*, Gérard Courtois revient dans les colonnes du quotidien du 20 septembre sur les propositions de François Hollande en matière d'éducation, et en particulier sur la création des 60 000 postes supplémentaires que le candidat appelle de ses vœux.



« L'affaire paraît entendue : François Hollande est un dangereux démagogue ! Doublé d'un tacticien à la petite semaine, prêt aux promesses les plus extravagantes pour séduire la grande famille de l'éducation nationale, réputée fournir de gros bataillons d'électeurs à la "primaire citoyenne" des 9 et 16 octobre.

Alors qu'il prônait le plus grand sérieux budgétaire, le candidat socialiste ne vient-il pas de tomber le masque en annonçant que, président de la République demain, il recréerait en cinq ans 60 000 postes d'enseignants, soit à peu près autant qu'il en a été supprimé depuis 2007 ?

"Irresponsable !", "irréaliste !", s'est empressé de dénoncer l'actuel ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel. Bon à jeter "à la poubelle", a ajouté son collègue de l'économie, François Baroin. "Une drôle d'idée", a commenté, un brin méprisant, le Premier ministre. Le chef de l'État lui-même a ironisé : "Ce n'est pas "Qui veut gagner des millions ?", c'est "Qui veut dépenser plus ?". (...)

Pourtant, au risque de se voir affublé des mêmes quolibets ou de recevoir les mêmes leçons, disons-le tout net : François Hollande a parfaitement raison.

Sa proposition est simplificatrice ? Oui, et

c'est son mérite de ne pas tourner autour du pot, de mettre - simplement autant que symboliquement - le doigt sur la dégradation du système éducatif français et sur l'une de ses causes centrales : l'affaiblissement des moyens que la République lui consacre, au point qu'il n'apparaît plus comme un investissement essentiel pour le pays, mais comme un fardeau qu'il faudrait à tout prix alléger.

Discours archaïque, incapable de comprendre que l'on peut - que l'on doit, même, compte tenu de la situation des comptes publics - "faire mieux avec moins d'enseignants", comme ne cesse de le répéter le ministre actuel ? Mais alors, il y a beaucoup d'archaïques, ces temps-ci. (...)

Le 13 septembre, c'est l'OCDE qui a publié son rapport annuel sur l'éducation dans 34 pays développés. S'agissant de la France, elle fait quatre constats "alarmants".

1. Le taux de scolarisation des jeunes de 15 à 19 ans, les lycéens, a diminué de 89 % à 84 % entre 1995 et 2009, alors qu'il a augmenté de plus de 9 points en moyenne dans l'OCDE. Et l'on compte toujours quelque 140 000 jeunes qui, chaque année, sortent du système sans aucune qualification.

2. De 2000 à 2008, les dépenses d'éducation

ont augmenté de 5 %, quand elles progressaient de 15 % en moyenne dans les autres pays de l'OCDE. En outre, ces dépenses sont déséquilibrées, plus fortes qu'ailleurs dans l'enseignement secondaire (+ 12 %), mais nettement plus faibles (- 14 %) dans l'enseignement primaire, là même où se nouent les retards scolaires, souvent irrémédiables.

3. Le salaire statutaire (hors primes et heures supplémentaires) des enseignants français est non seulement inférieur à la moyenne de l'OCDE, mais il a diminué en valeur réelle depuis quinze ans. Et quand M. Chatel rappelle qu'il a augmenté de 10 %, en 2010, le salaire des professeurs débutants, il oublie de préciser que lesdits salaires étaient alors très inférieurs à la moyenne de l'OCDE (de 24 %), et qu'ils le restent.

4. Enfin, l'OCDE redit, comme l'ont cruellement établi ses enquêtes PISA sur les compétences des élèves, que l'école française, loin de corriger les inégalités sociales entre élèves, les aggrave au contraire. (...)

Embaucher en cinq ans 60 000 professeurs supplémentaires ne résoudra pas par magie les problèmes graves ainsi pointés. (...)

Effectivement, car bien des facteurs doivent se conjuguer pour améliorer l'efficacité d'un système éducatif : l'attractivité du métier d'enseignant, la formation des professeurs (aujourd'hui saccagée), leur statut et les conditions dans lesquelles ils travaillent, les dispositifs pédagogiques, notamment de soutien aux élèves les plus faibles, l'organisation de la carte scolaire, celle des rythmes scolaires, etc.

Encore faut-il, au préalable, mettre clairement un terme à la logique malthusienne et destructrice à l'oeuvre depuis dix ans. C'est le sens de la proposition de M. Hollande. Et que l'on n'objecte pas que la France n'aurait pas les moyens de recruter 60 000 enseignants de plus en cinq ans : cela équivaldrait au coût d'une seule année d'allègements fiscaux accordés au secteur de la restauration (2,5 milliards d'euros) ! Gouverner, c'est choisir. En l'occurrence, le choix s'impose. »

Trois solutions pour le pouvoir d'achat

À l'occasion du débat télévisé des Primaires citoyennes sur France 2 le jeudi 15 septembre, Arnaud Montebourg a tenu à insister sur la défense du pouvoir d'achat des Français et a présenté trois solutions concrètes.

Solution n°1 : le partage des dividendes avec les salariés

Dans les entreprises qui font des bénéfices, la répartition égalitaire entre les propriétaires et les salariés des dividendes. Pour ces entreprises, une loi prévoira que pour un euro versé aux propriétaires et actionnaires, un euro devra être versé aux salariés.

Solution n°2 : le blocage des loyers

Il sera mis en place un blocage des loyers pour stopper la hausse du prix de l'immobilier qui a eu lieu au détriment des locataires et au bénéfice des propriétaires bailleurs. Dans les zones très inflationnistes, les prix des logements seront ramenés à leur niveau d'avant crise.

Solution n°3 : les allocations familiales dès le premier enfant

Les allocations familiales seront désormais versées dès le premier enfant. Pour financer cette mesure qui concernera des millions de foyers et notamment les familles monoparentales, les allocations familiales seront mises sous condition de ressources.

Retour d'Algérie : sortir des querelles du passé

« De retour d'Alger, il m'a semblé utile de faire un point sur les relations entre nos deux pays. Par mon histoire familiale, par conscience des enjeux pour la Méditerranée, la relation franco-algérienne m'apparaît comme fondamentale. »



« L'Algérie a été, pendant plus d'un siècle, intégrée à notre histoire nationale. Elle peut devenir le partenaire d'un grand projet pour l'aire méditerranéenne.

À Alger, j'ai rencontré des membres de la société civile. Entrepreneurs ou journalistes, étudiants et citoyens, j'ai tenu à prendre du temps pour rencontrer ces citoyens algériens qui détiennent les clés de l'avenir de l'Algérie. J'ai évidemment rencontré des officiels, des membres du Front des forces socialistes (FFS) comme j'avais rencontré, avant mon départ, Saïd Saadi, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Parler de l'avenir de nos relations, parler de projets entre la France et l'Algérie, c'est aussi mettre

fin aux querelles mémorielles. Ni repentance ni glorification. L'Histoire est ce qu'elle est avec ses parts d'ombre. Il me semble primordial de nous défaire, de part et d'autre de la Méditerranée, d'une vision guidée par le passé. La guerre d'Algérie s'est terminée voici 50 ans. Il est temps d'y mettre fin dans les têtes et le travail de mémoire ainsi que le devoir de connaissance ne sont pas, dans mon esprit, un handicap pour l'avenir. Tout au contraire. La guerre d'Algérie doit désormais faire l'objet du travail des historiens et cesser d'être l'instrument des hommes politiques, car ce n'est jamais rendre service à l'Histoire que de se saisir continuellement du passé pour geler le présent et l'avenir des peuples.

Une fois tournée cette page, il nous faudra parler d'avenir. Travailler à développer nos relations dans le domaine de l'enseignement supérieur, au développement des relations industrielles, mais aussi envisager une autre manière de voir les déplacements entre nos deux pays, me semblent être des objectifs nécessaires et importants pour l'avenir de nos deux pays et de la Méditerranée. Voilà le sens de ma démarche, empreinte de volonté et de confiance en la capacité de nos deux peuples à bâtir à l'avenir une relation confiante et pérenne. »

AGENDA

Arnaud Montebourg
vous donne rendez-vous
pour son **meeting national,**
le dimanche 2 octobre
à l'espace Reuilly,
21, rue Hénard, 75012 Paris,
M° Montgallet (Ligne 8)
à partir de 15h.



Mode d'emploi du bureau de vote Primaires

Pour les Journées du patrimoine, un bureau de vote Primaires « test » a été installé rue de Solférino. L'occasion pour les militants et sympathisants de gauche de découvrir le parcours de vote qu'ils effectueront les 9 et 16 octobre prochains.



► Grâce au tract « Parcours de vote », les électeurs seront informés du parcours à effectuer dans le bureau de vote et prendront connaissance de l'engagement de reconnaissance dans les valeurs de la gauche qu'ils s'approprient à signer pour pouvoir voter.



► L'électeur s'assure que son nom est bien présent sur la liste électorale, il présente sa pièce d'identité.



► Il s'acquitte le jour du scrutin de sa contribution de 1€ minimum, participation aux frais d'organisation des Primaires (location de salle, nettoyage, etc.).



► Il signe la feuille d'émargement valant reconnaissance dans les valeurs de la gauche.



► Il récupère son ticket de vote.



► Il prend une enveloppe et au moins deux bulletins de vote.



► Il s'assure de bien disposer de tout son matériel de vote...



► ... avant de gagner l'isoloir pour y placer le bulletin de son choix dans l'enveloppe.



► Un assesseur vérifie à nouveau sa présence sur la liste électorale à partir de son ticket de vote et de sa pièce d'identité.



► Il glisse son bulletin dans l'urne.



► Il émarge la liste électorale.



► L'électeur peut laisser ses coordonnées pour rester informé de l'actualité des Primaires.